

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des  
populations des Alpes-Maritimes  
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement  
Société SONITHERM

Usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés  
33, boulevard de l'Ariane - Nice

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur l'alimentation électrique de l'usine

Le Préfet des Alpes-Maritimes  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

**N° 14562**

- VU** le livre V, titre I du code de l'environnement, notamment l'article R.512-31 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux, modifié par les arrêtés ministériels du 3 août 2010 et du 18 décembre 2012 ;
- VU** les arrêtés préfectoraux qui réglementent l'exploitation par la société SONITHERM, d'une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés située 33, boulevard de l'Ariane à Nice, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13804 du 4 juillet 2011 ;
- VU** le rapport et les propositions de l'inspection de l'environnement en date du 19 novembre 2013 ;
- VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en sa séance du 10 janvier 2014 ;
- CONSIDERANT** les ruptures répétées de l'alimentation électrique de l'usine d'incinération précitée survenues à cinq reprises depuis 2009 ;
- CONSIDERANT** que la dernière rupture d'alimentation électrique survenue le 3 août 2012 a occasionné l'arrêt forcé et total du fonctionnement de l'usine d'incinération pendant plusieurs jours, générant des nuisances pour les populations riveraines et conduisant aux transports de déchets par camions en dehors du département des Alpes-Maritimes ;
- CONSIDERANT** qu'en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article R.512-31 susvisé en prescrivant à la société SONITHERM la remise et la réalisation d'un plan d'actions visant à sécuriser l'alimentation électrique de l'usine d'incinération qu'elle exploite ;
- SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**ARRETE**

**Article 1 :**

La Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM) dont le siège social est situé 33, boulevard de l'Ariane – 06300 Nice, ci-après dénommée « l'exploitant », est tenue de se conformer, pour la poursuite de l'exploitation de l'usine d'incinération d'ordures ménagères et autres déchets assimilés située à la même adresse, aux dispositions du présent arrêté.

## **Article 2 :**

L'exploitant transmet au préfet **au plus tard dans un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté, un plan d'actions visant à élever durablement la robustesse de la liaison électrique fonctionnelle entre l'usine d'incinération qu'elle exploite et le réseau public de transport d'énergie électrique.

Ce plan d'actions est assorti d'un calendrier de réalisation.

La mise en œuvre du plan d'actions est effective **au plus tard dans un délai de 12 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 3 : Délais et voie de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

## **Article 4 :**

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Nice où il pourra être consulté ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Nice pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement ;
- un avis est inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

## **Article 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

- à la Société Niçoise de Réalisations Thermiques (SONITHERM),
- au député maire de Nice,
- au délégué territorial des Alpes-Maritimes de l'Agence régionale de santé (ARS),
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef de l'Unité Territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL PACA, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **17 FEV. 2014**

*Pour le Préfet,*  
**Le Secrétaire Général**  
DTION-G 3393



**Gérard GAVORY**